

LES FORCES ARMEES ET LA GOUVERNANCE POLITIQUE EN AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE. LES ENJEUX D'UN RECADRAGE DEMOCRATIQUE

Hygin Bellarmin ELENGA

*Université Marien Ngouabi, Brazzaville, Congo
bellarminelenga@gmail.com*

Résumé

L'histoire politique de l'Afrique noire francophone, particulièrement, est entrecoupée de séquences douloureuses, pour lesquelles, les forces armées se sont plusieurs fois, invitées, volontiers, dans le jeu pour contribuer à sa normalisation. Bien souvent et, d'ailleurs, dans certains pays comme le Congo, et la République Démocratique du Congo, l'intervention des forces armées a permis aux hommes en uniforme de demeurer longtemps, au pouvoir, jusqu'à ce qu'ils aient été contraints de se retirer par la dynamique du changement imposée par le vent de la perestroïka.

Cette expérience, après un temps de réussite, suffisamment court, a vite tourné en désillusion.

Les espoirs qu'elle a suscités se sont vite volatilisés. Les forces armées sont revenues, sincèrement, en force, pour jouer un rôle politique alors que la nouvelle donne leur réservait des places à la caserne.

Au Gabon, au Mali, au Niger et au Burkina Faso, elles sont saluées par les populations pour leur activisme devant les faillites, supposées, des pouvoirs civils, pourtant, élus quel qu'en soit la forme. Cette étude se voudrait de comprendre cette ambivalence dans l'approche des forces armées dans leur relation avec la gouvernance politique en ces temps où le pouvoir ne devrait plus avoir des rapports directs avec les armes plutôt qu'avec les urnes.

Quels sont les enjeux qui construisent les rapports, entre les forces armées et la gouvernance politique en ces temps supposés de démocratie ?

Ils sont géostratégiques et politiques, sur fond de luttes, pour recadrer les ambitions de développement dont les acteurs civils au pouvoir semblent déchanter, par la faiblesse de leur leadership.

Mots clés. *Enjeux, Forces armées, Gouvernance politique, Recadrage démocratie.*

Abstract

The political history of French-speaking black Africa, in particular, is interspersed with painful sequences, for which the armed forces have willingly invited themselves into the game several times to contribute to its normalization. Very often, and in fact, in some countries such as the Congo and the Democratic Republic of Congo, the intervention of the armed forces allowed the men in uniform to remain in power for a long time, until they were forced to withdraw by the dynamics of change imposed by the wind of perestroika.

This experience, after a short enough time of success, quickly turned into disillusionment.

The hopes it raised quickly vanished. The armed forces have returned, sincerely, in force, to play a political role while the new situation reserved places for them in the barracks.

In Gabon, Mali, Niger and Burkina Faso, the populations for their activism in the face of the supposed bankruptcies of the civil powers hail them, even though they are elected in any form. This study would like to understand this ambivalence in the approach of the armed forces in their relationship with political governance in these times when power should no longer have direct relations with weapons rather than with the ballot box.

What are the issues that build the relationship between the armed forces and political governance in these supposed times of democracy?

They are geostrategic and political, against a backdrop of struggles, to reframe the development ambitions of which the civilian actors in power seem to be disillusioned, by the weakness of their leadership.

Keywords. *Issues, Armed Forces, Political Governance, Democratic Reframing.*

Introduction

L'histoire politique des pays africains, en général et, francophones, en particulier, est difficile à écrire sans prendre en compte le rôle et la place des formes armées. Si, elles n'ont pas phagocyté les mouvements, au point d'en avoir le contrôle au plus haut sommet comme au Congo sous Marien Ngouabi (1968-1977) et, au Zaïre de l'époque, sous Joseph Désiré Mobutu (1965-1997), actuelle République Démocratique du

Congo, elles ont toujours fait planer leur ombre profitant de la moindre faille pour agir. Au fond, les préoccupations liées à la gouvernance politique dans ces Etats, étaient l'apanage des militaires dont la violence était le bras armé. Cette réalité est restée vivace et, entretenue jusqu'au discours de la Baule, où le président Mitterrand a fixé les nouvelles règles du jeu dans les rapports au pouvoir et, pour le pouvoir, Beau, (1989, p, 234). Ces nouveaux rapports ont signé, le retour des militaires à la caserne et, recadré, par ce fait même, les forces armées dans leur rôle de défense de l'intégrité territoriale, essentiellement.

Depuis lors, les élections, quel que soit leur forme, sont devenues la seule logique, dans la gouvernance politique et, le seul moyen permettant d'accéder au pouvoir. En République du Congo, au Burkina Faso, au Niger, au Mali et presque partout ailleurs, même au Gabon, les élections ont porté au pouvoir une nouvelle élite que celle qui a été surprise par la démocratie, avec des ambitions nobles de faire mieux que celles qui les ont précédés et dont les concertations nationales traduites en termes de « Conférence Nationale » ont diabolisé la gestion. Les peuples de ces pays ont salué ces changements et, ont cru qu'ils permettaient de tourner, à jamais, les pages sombres de leur histoire et, ressuscité le rêve des pères fondateurs de leur Etat.

En République du Congo, en 1997, alors que le peuple s'attendait au deuxième cycle électoral, après le succès du premier en 1992 ayant porté le professeur Pascal Lissouba au pouvoir, celui-ci a été rompu par une crise politique dont l'issue à ramener le général Denis Sassou N'guesso au pouvoir, Elenga, (2023, p, 104). Les militaires reviennent en force aux affaires et organisent à leur guise des élections depuis, simplement pour respecter les échéances constitutionnelles et donner l'impression de l'existence de la démocratie, que de faire respecter les libertés dont la démocratie est une des exigences majeures. Il en est de même au Burkina Faso où les militaires ont eu raison du pouvoir élu démocratiquement pour réajuster encore à l'interne leur

mouvement, remettant à plus tard, les élections, symbole de la démocratie.

Au Mali, les militaires ont fait de même en estimant le pouvoir civil démocratiquement élu, à la dérive et, visiblement, sans projet de développement pour le peuple. Ici au Gabon, le chaos électoral de 2022 a permis aux militaires de s'inscrire, pour une fois depuis les indépendances, de manière courageuse et sans état d'âme, directement, dans le champ politique en prenant le pouvoir, mettant ainsi la démocratie entre parenthèses. Quel que soit la forme, les raisons évoquées pour justifier ces interventions des forces armées, ce qui est constant, c'est le retour des militaires au pouvoir et leur engagement théorique à servir et à remettre sur les rails la démocratie.

Il semble que les premières intentions exprimées par les militaires à leur prise de pouvoir glissent progressivement vers leur retour définitif, dans le jeu politique donnant l'impression d'un sevrage antérieur mal digéré. L'exemple du Tchad dont les militaires sont arrivés au pouvoir dans les circonstances de l'assassinat du président élu et, l'ambition clairement affichée du président de se présenter à l'élection présidentielle alors que la junte avait promis de rétablir la démocratie en rendant le pouvoir aux civils, montrent combien la gouvernance politique en Afrique noire francophone est en passe de se militariser pour longtemps encore. Les débats du même genre semblent à l'ordre du jour au Mali et en Guinée, visiblement étouffés par les militaires au pouvoir.

La séduction au Burkina Faso, des militaires au pouvoir, par la prise des mesures allant dans le sens de l'amélioration des conditions de vie des populations, par la prise en charge médicale de certaines pathologies couteuses, sont la preuve que le pouvoir militaire se sent mieux en politique que dans les casernes. Même si ces militaires présentent, dans leur vécu quotidien, des attitudes de sobriété apparente, observables qui ne laissent, à première vue, présager de leur mauvaise foi. Il en est

de même au Gabon ou la gestion, pour le moins orthodoxe des finances publiques et les services offerts à la population rassurent d'un engagement à mieux faire que le pouvoir civil passé dont les acteurs au pouvoir actuel se partagent, bien qu'à un degré moindre, une partie des responsabilités dans le chaos décrié.

Ces approches qui tiennent de la stratégie répondent aux exigences des mutations observables, aujourd'hui au plan international. La reconfiguration du monde après la chute du mur de Berlin, l'ouverture démocratique imposée par la France à ses colonies pour contrer les ambitions manifestes de la Russie en pleine recomposition et de la Chine en pleine expansion, justifient toutes ces manœuvres au niveau des intelligentsias africaines dont les richesses du sous-sol appellent les convoitises des grandes puissances dans leur course hégémonique. La démocratie, dans ces conditions apparaît comme un subterfuge qui intègre la stratégie des puissances en compétition pour distraire l'Afrique mal préparée à s'approprier son avenir au regard des enjeux du développement. Les cartes sur le terrain, au nom du principe démocratique, sont distribuées au niveau de la métropole, dans les bureaux à Paris et à Washington, pour servir les intérêts étrangers plutôt que de garantir la quiétude dans ces pays, pourtant théoriquement égaux à ceux qui les contrôlent au regard de la charte des Nations unies de 1945.

La montée du jihadisme dans la bande sahélo-sahélienne et, la perpétuation du pouvoir au Gabon, dont le chef de l'Etat, malade, a tenu à tout prix, à garder une relation privilégiée avec le pouvoir quand bien même son état de santé montrait de visu des formes incontestables d'incapacité, ont permis aux pouvoirs militaires de rebondir pour palier, pour le premier cas, la faiblesse du pouvoir civil et, pour le deuxième cas, de soulager les populations, visiblement lassées de la longévité dynastique d'une famille aux affaires.

Ces faiblesses, dans le chef des élites politiques civiles au pouvoir, créent dans la conscience collective des remords au point de repenser au passé dont le présent tant espéré et salué n'a pas garanti l'avenir. Les pratiques décriées hier, se reproduisent et se consolident comme si elles n'avaient jamais été condamnées, Baniafouna (1995, p, 76). L'ethnie, le clan et la famille demeurent des déterminants autour desquels se construit, le pouvoir politique, Elenga, (2023, p,110). L'intérêt collectif se perd devant les appétits personnels des gouvernants qui profitent des privilèges du pouvoir pour s'octroyer des avantages indus au détriment du peuple qui les a portés au pouvoir. Au Congo, le ministre des finances de l'époque Nguila MOUNGOUNGA NKOMBO, le rappelait, sans gêne, aux élus du peuple, au cours d'une séance de questions orales au gouvernement que « nous avons attendu vingt-sept ans pour arriver au pouvoir », Elenga, (2023, p,111).

1. Problématique et hypothèses

Les rapports au pouvoir en Afrique ont fait l'objet de vives préoccupations depuis les indépendances sur les attentes des populations face à leurs gouvernants. Les acteurs post indépendances ont eu des défis sur la construction nationale au travers la cohésion sociale et la dynamique économique pour asseoir le développement. Mais, ils se sont vite fait rattraper par des querelles intestines liées aux luttes idéologiques et de positionnement des Etats par rapport à la guerre froide. La faiblesse de formation des élites et la minimisation, par elles, des charges d'Etat n'ont fait que vaciller leur gouvernance faisant, pour le cas de certains pays comme la République du Congo, le Zaïre et le Burkina Faso, la part belle aux militaires dont la quête pour le pouvoir n'a eu qu'une ambition d'établir l'ordre et, construire l'unité nationale.

Trente et un an après, les compteurs du progrès en Afrique, surtout francophone, sont restés au rouge. Le mouvement

démocratique insufflé au début des années quatre-vingt-dix, avec le discours de la Baule est apparu, au regard des résultats espérés par rapport à leur engouement, comme un mirage qui est venu renforcer la perte que d'apporter la solution aux problèmes déjà latents et persistants. Les conflits internes se sont plus produits autour du pouvoir et, pour le pouvoir, plus maintenant qu'en période post indépendance. Les morts se comptent par milliers avec un tissu social plus délabré qu'avant, bien que déjà fragile. L'horizon des Etats africains, dans leur majorité est dans l'impasse. Moins de gens croient en l'avenir et semblent rejeter toutes les propositions liées à la gouvernance les imageant toutes, d'ores et déjà, sans issue. C'est, dans ce climat de désespoir totale que les forces armées, dans la plupart des pays, apparaissent comme des alternatives crédibles pour sauver ce qui pourrait l'être encore, bien qu'ayant montré, de par le passé leurs limites et, encore, aujourd'hui, dans le cas de certains pays comme la République du Congo où le pouvoir militaro-civil peine à s'en sortir.

C'est le sens que nous donnons à cette étude qui soulève comme préoccupation centrale :

Quels sont les enjeux qui justifient l'acceptation par les populations du retour des militaires au pouvoir, dans la plupart des pays de l'Afrique noire francophone, quand bien même, ces pouvoirs sont issus des putschs que ces militaires eux-mêmes qualifient de salutaires ?

Il convient de faire observer que les populations subissent la volonté des pouvoirs militaires à leur prise de fonction, par peur des représailles, puisque la plupart de ces pouvoirs procède par des méthodes, bien que parfois acceptables, mais sur fond de violence comme les arrestations, les séquestrations et parfois, dans la foulée, des assassinats.

Les enjeux sont stratégiques, manifestés par le refus des militaires de jouer le rôle dévolu à eux, par la loi fondamentale des régimes démocratiques, pour défendre aux dires de ces

nouveaux maîtres, la démocratie, théoriquement, mise à mal par les civils, pourtant, élus démocratiquement. Cette approche dénote d'une ruse manifeste, Aron, (1986, p.43) qui au plan stratégique permet aux militaires de justifier leur forfaiture et de s'imposer au pouvoir. Dans certains pays comme au Burkina Faso, le mythe Sankara est loin d'être effacé, quand bien même, les militaires, par défaut, estiment leur place à la caserne. Peut-être même que nombreux vont dans l'armée pour tenter de se donner des opportunités de faire comme ce jeune capitaine dont les ambitions panafricanistes se sont révélées très fortes et imposantes, inscrivant ainsi, pour toujours, son nom dans l'histoire de l'Afrique et du monde.

Il y'a aussi des enjeux politiques. La faiblesse supposée des pouvoirs civils et, les enjeux internationaux liés à la reconfiguration de l'équilibre mondial, d'une part, et, d'autre part, l'expression des luttes des grandes puissances en Afrique pour sa distraction avec l'entretien des zones de tension dans certains endroits, exigent de la part des Etats africains l'avènement des pouvoirs avec un leadership fort pour résister contre les velléités de ces puissances. Les pouvoirs militaires au Burkina Faso, Mali, Niger, et Guinée dans la corne d'Afrique trouvent, assurément, là, leur raison d'être. De par l'image du courage et de la détermination à servir leur peuple, ces pouvoirs, bien que faisant peur, semblent rassurer plus que les pouvoirs civils, pourtant salués dès lors avènement aussitôt après le discours de la Baule.

2. Méthodologie

Pour cette étude très sensible et engagée, nous avons estimé que la recherche documentaire reste et demeure la première piste à explorer pour sa réalisation. Elle nous permettra de se saisir des écrits des auteurs pour comprendre, les enjeux réels de la réaction des forces armées en politique. L'analyse de contenu

appuiera cette recherche par le décryptage des annonces faites, à la prise du pouvoir, et la pratique avec les intentions qui se lisent au travers de la gouvernance politique de certaines juntes au pouvoir.

3. Approche théorique

Depuis un certain temps, les questions du pouvoir sont plus d'actualité ici, en Afrique et partout ailleurs. Elles sont d'une complexité au point de les rendre très sensible, toutes les fois qu'il s'agit d'en parler. Leur sensibilité a fait que les questions de lutte pour le contrôle du pouvoir aient occasionné beaucoup de morts et, entretenu beaucoup de contentieux. Elles ont souvent été l'affaire des hommes en armes qui ont imposé leur discipline, dans la plupart des cas. Ceci se justifie par la faillite des élites civiles post indépendance qui n'ont pu proposer des alternatives crédibles pour le développement, perdant ainsi leur statut de leaders des mouvements d'indépendance (Kounougous, 2009, p.19). Par ce vide, les systèmes politiques africains se sont vite militarisés, (Martin, 1976, p, 34) pour canaliser les envies de tous ceux qui rêvaient remplacer le colonisateur dans ses privilèges liés au pouvoir, et discipliner ceux qui tentaient de remettre en cause les indépendances acquises.

Deux théories peuvent justifier ces approches. Il s'agit de l'analyse stratégique, (Michel Crozier et Erhard Friedberg, 1977, p. 25) qui permet de profiter d'une situation de déficit, pour permettre à un individu en relation de confiance, d'adopter une position qu'il n'aurait pas pu avoir si vous n'étiez pas en relation avec lui. Ici, les militaires semblent rassurer de la confiance que des élites qui ont, pourtant au demeurant bénéficié de la confiance de tout le monde, même des militaires, mais qui dans leur pratique de gouvernance ne permettent plus de faire valoir le rapport à la confiance obtenue des électeurs.

La deuxième théorie, celle que nous expérimentons, est celle de l'honneur et du sursaut. Cette théorie répond, bien évidemment à l'éthique du militaire, surtout, du militaire africain dont le sevrage politique s'est fait avec violence et sans amour. Dans ces conditions, la moindre occasion devient une opportunité pour le militaire de se ressaisir et de reprendre, les positions qu'il a perdues, au nom de la démocratie faisant de lui un acteur important, mais apolitique et, naturellement interdit de compéter pour le pouvoir. Le rôle de régulateur qu'il doit jouer et de veille de l'intégrité territoriale qu'il doit jouer désormais ne lui plait guère. Il vit cela comme une injustice. Dans ses moments de traversée du désert, seul au bord de l'alima et contemplant les eaux du fleuve, le général d'armées Denis Sassou N'guesso a vécu cette amertume en estimant se rendre compte d'avoir perdu, pour une fois ce qui lui était de très précieux : Le pouvoir, Sassou N'guesso,(2000,p, 43). C'est dire qu'il a subi le départ du pouvoir comme une défaite et la démocratie comme une parjure qu'il profite de la moindre faille pour rebondir. Lorsque les dérives du pouvoir élu démocratiquement se sont faites remarquées et constatées par l'usage de la force avant les élections, il a saisi l'opportunité pour forcer par les armes, le président Pascal Lissouba a quitté le pouvoir et à mourir en exil. Depuis, lors il est au pouvoir mettant ses adversaires éternellement en défensive. Certains aussi militaires que lui sont en prison pour avoir tenté de se mesurer à lui.

Le retour des militaires au pouvoir, dans la plupart des pays d'Afrique noire francophones peut s'expliquer, naturellement, au plan politique, en présentant pour les pays comme le Burkina Faso, le Mali et le Niger, les vellétés du terrorisme comme soubassement à la politique de leur action, sur fond de retour conscient, intelligent et négocié par l'absurde, au pouvoir en tentant de présenter, par leurs actes, la bonne foi de ne rétablir que les équilibres rompus avec la volonté de quitter dès que possible.

3.1. Le Retour des Militaires au Pouvoir : Les Enjeux Géostratégiques au Service de l'Action

Les militaires en Afrique noire francophone semblaient avoir quitté le pouvoir contre leur volonté. A la conférence nationale souveraine du Congo, tenue de février à juin 1991, acculé par les congressistes qui avaient trouvé là une occasion de s'exprimer, sur la gestion du pays, le président Denis Sassou N'guesso fait une déclaration qui a pris date : J'assume (1991). Cette déclaration, bien qu'apparemment responsable, reconnaissant les failles de son régime, n'est pas pour autant sincère. Elle dénote d'une rancune et d'une rancœur qui expriment la faiblesse de celui qui assume au regard des rapports de force en présence. Au fond, il a dû comprendre que l'euphorie de cette messe prend des allures d'un tribunal qui se perd dans des vraies raisons pour lesquelles, il est convoqué.

Il a dû avoir raison, par ce que l'essentiel se perdait dans les considérations ethno tribales sans véritablement se saisir de cette ouverture qui a libéré la parole et, logiquement la pensée pour réfléchir sur les vrais piliers de la relance économique et politique. Cette naïveté, non perçue des congressistes, lui a permis de se rassurer que tout était encore possible et, qu'il pouvait encore avoir des beaux jours devant lui pour se refaire en politique et, par devers lui, tous ses anciens compagnons et fidèles d'armes avec lesquels, il a des liens étroits.

Aussitôt, après les élections, pour lesquelles, il a prêté main forte, par stratégie au président Pascal Lissouba, il a compris que ce dernier était rentré, bien que professeur avec des qualités intellectuelles et morales, apparemment irréprochables, dans son piège en le déjouant lors de la mise en œuvre de l'accord de gouvernement Union Panafricaine pour le Développement et le Progrès Social- Parti Congolais du Travail. Il a laissé faire pour éviter d'attirer l'attention de son partenaire sur ses stratégies. Au moins, par cet acte, il a voulu monter au peuple qu'il a accepté

sans rancune sa défaite et, est prêt à travailler pour que le pays avance quel que soit celui qui est au pouvoir.

Ici, la stratégie est au cœur de l'action. Souvent, les élites civiles au pouvoir oublient que la stratégie est avant tout du domaine des forces armées. Tout chez les militaires est « stratégie » et, ce qui devrait être aussi pour les politiques. Les civils sont souvent obnubilés par les privilèges du pouvoir et oublient qu'ils seront jugés à la prochaine élection. Nombreux découvrent le pouvoir et veulent s'en servir pour régler leurs problèmes de vie et ceux de leurs proches en perdant de temps à se construire ce qu'ils croient être une influence en faisant la course à l'enrichissement et à réfléchir sur leur maintien en s'entourant dans la gestion des proches parents auxquels on fait miroiter les rêves de la succession.

Il convient de faire remarquer que le monde est en train de vivre des grandes mutations, pour lesquelles, les pouvoirs civils en Afrique, feignent de ne pas suivre. Le conflit en Ukraine marque l'apothéose de ces mutations, avec une Russie diabolisée, mais en réalité sûre de refaire son image et retrouver sa place dans le concert des grandes puissances qui peuvent faire le contre pieds au bloc de l'est composé des américains et des pays de l'alliance atlantique. L'Afrique, au regard de ses richesses et des enjeux liés aux minerais qu'elle détient devient la cible d'expression des rivalités entre grandes puissances pour le contrôle des richesses aux fins de s'imposer au plan international. L'insécurité dans l'est de la République Démocratique du Congo, créée par les grandes puissances occidentales au travers des multinationales, en est une preuve manifeste et tangible de ces luttes.

La persistance du terrorisme dans le sahel est une stratégie de la déstabilisation de la sous-région, savamment réfléchi et longtemps conspiré et, amorcée depuis la mort de Kaddafi, dont les ambitions de formalisation d'une grande entreprise de construction des Etats Unis d'Afrique, dérangeaient les stratégies des puissances occidentales. Les enjeux stratégiques

conçus dans les officines des grandes puissances pour se servir de l'Afrique, pour un recadrage des équilibres du monde, devant la détermination de la Russie, de se forger un rôle majeur dans le devenir du monde sont donc au centre de toutes les mutations observées ces derniers temps. Les pouvoirs militaires en Afrique, aussi stratégiques qu'ils apprennent à le devenir, essaient, pour la plupart de se servir de leurs potentialités économiques, pour jouer à la ruse, en fixant leur regard sur la Russie qui se montre, pour l'instant comme un partenaire fiable, au regard de sa propre stratégie qui clame une coopération gagnant- gagnant.

Aucun système, aujourd'hui, au regard des enjeux géostratégiques ne semble rassurer du futur. La désescalade de la violence en Ukraine, au Moyen Orient et à la corne de l'Afrique donne la preuve que le monde est à un tournant décisif de son histoire. Il est entrain, d'écrire une nouvelle page de son histoire dont chaque Etat, acteur- partie, joue franchement sa partition pour prétendre se faire valoir à l'avenir. La réaction courageuse du gouvernement nigérian face au gouvernement américain, récemment, par la rupture des liens de coopération militaire et l'exigence du départ immédiat de leur contingent sur leur sol, est la stratégie qui concourt à la prise en compte des enjeux qui se dessinent et dont les pouvoirs militaires de la sous-région capitalisent en s'imaginant que quel que soit l'issue des changements à venir, leurs peuples gagneront.

L'Afrique centrale francophone semble vivre les tumultes et les bruits de botte, observées çà et là, comme des faits lointains qui ne lui intéresse pas. C'est vrai qu'ici, au Gabon, les changements au sommet sont intervenus dans les formes non recommandées par la démocratie. Ces changements répondent moins à la faiblesse du pouvoir civil élu démocratiquement, mais à l'insistance de son chef au sommet de vouloir y demeurer quand bien même son état de santé semblait critique et, que les élections se soient organisées dans les conditions chaotiques

pour lesquelles les résultats publiés semblaient ne pas répondre aux désirs exprimés par les gabonais.

Même en République Démocratique du Congo, les élites semblent moins maîtriser les enjeux du conflit à l'est de la république et l'instrumentalisation de certains voisins par les multinationales pour entretenir ce conflit et l'alimenter. Il demeure que les préoccupations de gouvernance politique se posent dans cette autre partie du continent.

3.2. Les Enjeux Politiques Liés au Retour des Militaires au Pouvoir

Les militaires semblent, à première vue, comprendre, mieux que les civils les enjeux politiques qui font de l'Afrique un continent de tous les enjeux d'avenir. Mais, leur pratique, sur le terrain donne l'impression qu'ils ont du mal à cibler les vrais enjeux politiques qui font que, dans les intérêts des multinationales, l'Afrique est le continent dont le contrôle et la maîtrise par un groupe de super puissance leur permet d'avoir plus de chances de contrôler le monde. Il y'a donc des vrais enjeux politiques et stratégiques qui vont au-delà des simples disputes pour le contrôle du pouvoir politique, à l'interne. L'Afrique se vit comme le continent de l'avenir. Ses ressources, la jeunesse de sa population et les enjeux de rééquilibrage des forces au plan international placent ce continent au centre des enjeux mondiaux du moment.

Les escalades de violence, observées dans plusieurs parties du continent, surtout dans les zones dont l'importance des minerais, aux enjeux du présent et sensibles pour l'avenir, est reconnue, nécessite un leadership construit sur des fondements objectifs de la part des gouvernants. Progressivement, on réalise que même les militaires qui se proposaient d'être des solutions semblent se rattraper par les pratiques, pour lesquelles, leur venue était saluée. Les attitudes de la junte au pouvoir au Mali, les charges contre les militaires au pouvoir au Burkina Faso, au sujet des

civils tués et les recommandations du dialogue national au Gabon, permettant au chef de la junte de se présenter à la prochaine présidentielle, sont les signes qui montrent que les préoccupations liées au développement du continent sont encore à rechercher.

Au Mali, les approches des militaires sur la gouvernance deviennent claires et leurs ambitions bien affichées et confirmées d'ailleurs par la tenue de la concertation nationale qui, non seulement, prolonge la durée de la transition, mais donne aussi la possibilité au président de celle-ci de se porter candidat à la présidentielle dont la date n'est pas encore fixée.

Les raisons de ces approches tiennent de la faiblesse des élites intellectuelles qui ont du mal à s'imposer pour donner des vraies orientations de développement. Les limites culturelles liées à la perception du pouvoir et au comportement de ceux qui en font un bien rendent le développement difficile. Même dans leur dynamique de prise de pouvoir, les militaires n'ont de vraies propositions que de s'éterniser au pouvoir et de faire valoir la violence comme seule alternative à la gestion du pouvoir.

Conclusion

Cette étude nous a permis de traiter de manière assez directe la question du retour des militaires au pouvoir dans certains pays d'Afrique noire francophone, dans l'optique de recadrer la démocratie mise à mal par les pouvoirs civils élus ou ceux qui, bien qu'élus, veulent s'éterniser au pouvoir en organisant des simulacres d'élections. Ces retours, pourtant appréciés seraient condamnés dans le principe par ce qu'ils marquent, sur le plan théorique des avancées observées, un recul pour la démocratie. Il semble que la faiblesse des élites politiques civiles et la précarité grandissante, dans le chef des populations, avec des injustices observables, seraient les raisons, les plus en vue, de ces retours.

Deux types d'enjeux, non exhaustifs, peuvent justifier ce comportement des militaires. Il y'a avant tout, les enjeux géostratégiques. Les élites civiles n'ont pu, pour les pays du sahel par exemple, résoudre l'épineuse question sécuritaire. La progression des forces négatives dans cette zone a renforcé l'attitude des militaires dans leur intérêt à se relancer dans la dynamique du pouvoir avec l'intention d'en être une alternative crédible. L'attitude des juntes au pouvoir vis-à-vis des forces de sécurité étrangères en donne la preuve.

Il y'a aussi des enjeux politiques. Le sevrage des militaires en politique semble avoir laissé un gout d'inachevé au point où à la moindre faille ils s'en saisissent pour tenter de se refaire une certaine légitimité et, permettre de démontrer que l'on s'était trompé en leur rappelant leur rôle et en les ramenant à la caserne. Nous nous sommes servis de la recherche documentaire et de l'analyse des données pour nous permettre de lire le comportement des militaires arrivés au pouvoir, dans certains pays, au nom d'un recadrage démocratique.

Cette étude nous a révélé, au fond, que les juntes au pouvoir se sont servies de ces faiblesses des pouvoirs civils démocratiques pour reprendre de manière élégante le pouvoir. L'élection du président tchadien, les décisions de la concertation politique au Gabon, donnant au président de la transition de pouvoir se présenter aux élections et la prorogation de la transition au Mali sont des indicateurs qui montrent que les militaires au pouvoir n'entendent pas laisser pour si tôt celui-ci aux civils.

Il se pose, en Afrique noire francophone, donc un réel problème, à notre avis, de recadrage démocratique. Les élites ; de toute nature, devraient se concerter pour permettre de poser ou de construire les nouvelles bases d'une réappropriation des fondamentaux de la démocratie. Ceux qui sont au pouvoir devraient s'y désintéresser et ne s'intéresser qu'au service dont l'exercice du pouvoir recommande comme vertu. Vu de cette façon, le pouvoir devient un service auquel est liée, l'obligation

de rendre compte au souverain primaire. Il devra cesser d'être un bien au service d'un individu, de sa famille, de son clan et des membres de son ethnie ou de son village. Tous les soubresauts qui ont permis le retour des militaires au pouvoir et toutes les violences observées par ci par là ou décriées sont le résultat de cette gestion paternaliste des pouvoirs politiques africains, Ossebi, (1995, p, 05) dont les détenteurs ont voulu en faire leur bien personnel à léguer en héritage à leurs enfants.

Références Bibliographiques

Bibliographie.

- Aron, Raymond. (1986). *Paix et Guerre entre les Nations*. Paris : Fayard, 832 p.
- Baniafouna Calixte. (1995). *Congo. Démocratie, Les Déboires de l'Apprentissage*. Paris : L'Harmattan, 288 p.
- Beau Jean François. (1995). *François Mitterrand. Discours 1981-1995*. Paris : Europolis. 563 p.
- Crozier Michel., Friedberg Erhard. (1977). *L'Acteur et le Système. Dynamiques de l'Action Organisée*. Paris : Seuil. 498 p.
- Elenga Hygin Bellarmin. (2022). La Crise Socio- politique du Pool. Une Expérimentation Pratique des Stratégies de Conservation du Pouvoir. Lomé : Revue DELLA/AFRIQUE, Tome 3, Volume 5, Décembre, 2023. pp102-114 ;
- Kounougous Anicet Blaise Cyriaque. (2009). *L'Armée dans la Vie Politique au Congo-Brazzaville*. Paris : L'Harmattan. 280 p.
- Martin M-L. (1990). *Le Soldat Africain et le Politique : Essai sur le Militarisme et l'Etat Prétorien au Sud du Sahara*. Toulouse : Presses de l'IEP. 230 p.

Martin M-L. (1993). Armées et Politique : Le Cycle de Vie du Militarisme en Afrique Noire Francophone, dans Etats et Sociétés en Afrique francophone. Paris : Economica. x p.

Ossébi Henri. (1995). Pouvoir et Transformations Politiques en Afrique. Cours de Maîtrise de Sociologie Politique. Université Marien Ngouabi. Brazzaville. République du Congo. 19 p.

Perret Th. (1994). Afrique, Voyage en Démocratie, les Années Cha-cha. Paris : L'harmattan. 336 p.

Sassou N'guesso Denis. (1991). J'assume. Discours Prononcé à la Conférence Nationale Souveraine de 1991 au Palais des Congrès à Brazzaville.

Sassou N'guesso Denis. (1997). *Le Manguier, le Fleuve et la Souris*. Paris : Lattes. 206 p.